

ETAIN INFORMATIONS

Supplément du bulletin municipal

Février 2012

MATCH : le temps de la diffamation et des insultes

Don Basile (Le Barbier de Séville de Rossini) discrédite ceux qui le gênent par la calomnie. Il espère que le calomnié sera « **dégradé, piétiné** », rejeté.

Les insultes proférées à l'encontre du Maire d'Etain et Président de la Codecom par AGIR nuisent au débat démocratique. Et il n'est pas sûr du tout que les citoyens apprécient des attaques d'une telle virulence. Ce qu'ils attendent c'est plus de sérénité et de pondération, un comportement responsable.

Entendons nous bien. Les citoyens sont parfois en désaccord avec telle ou telle décision de leurs Elus, et c'est naturel.

Tout le monde sait maintenant que la décision d'implanter MATCH a été adoptée en Codecom par **45 voix et 2 abstentions**.

En ciblant les attaques contre le Président de la Codecom, on vise en clair l'ensemble des équipes communautaires depuis 1999.

Le débat, aujourd'hui, se résume ainsi :

On est pour ou contre Match et sa station de carburant ? La diversité des appréciations existe et on peut comprendre l'inquiétude des salariés.

La Codecom a constaté que **63 % des consommateurs en alimentaire** achètent à l'extérieur du canton. Comment les retenir à Etain ?

L'offre stanoise est-elle incomplète ? Les prix sont-ils trop élevés ? Comment élargir le rayon de chalandise ?

Nous avons la même appréciation que la Chambre de Commerce quant à la grande distribution, je cite : « **Le commerce indépendant peut lui aussi tirer avantage des attentes de la clientèle : qualité, traçabilité, proximité, service et désormais le prix. Il faut bâtir une offre capable de faire une place à tous, laissant au consommateur le plaisir d'arbitrer** ».

Donc, comme la Chambre de Commerce, nous estimons que le potentiel existe pour maintenir les commerces alimentaires. Il faut

juste savoir l'exploiter. MATCH est un atout pour les consommateurs et le commerce existant.

Le bouc émissaire, encore ...

Je l'étais déjà pour la sécurité. Je le suis pour le chômage et la pauvreté. Je le serai (à nouveau ?) demain pour la maison de retraite...

Voici un rappel des principales actions que j'ai menées avec mes équipes successives.

Accordez vos violons !

D'un côté, AGIR nous dit aujourd'hui : « La municipalité Bristhuile a amené **300 emplois** ».

De l'autre, en 1995, la municipalité sortante nous disait : « Nous avons créé **160 emplois** » (Etain d'abord)

Qui croire ?

Entre 1989 et 1995, GTT et BMD Emballages se sont installés. Mais ce qu'on oublie de vous dire, c'est que l'implantation de GTT a été possible grâce à Jacques Chérèque alors Ministre de l'aménagement du territoire sensibilisé par des interventions répétées de Paul Krugler et moi-même.

A cette époque, la municipalité avait promis l'implantation de la confiserie Foullon avec 150 emplois, et d'ESI avec 40 emplois en 3 ans. Elles ne sont jamais venues à Etain ... Et les pieuvres électriques ? Et LRMT (Location, Rénovation, Matériel Travaux Publics) ? Qu'on a jamais vues ?

Dans le même temps, nous avons perdu l'atelier de confection MITEX, Renault Agriculture et Louis Davignon (30 emplois) ...

300 emplois ? Le compte n'y est pas. Ou alors AGIR a compté aussi les 150 de Foullon...

On nous avait promis de favoriser le commerce local. Or « **Etain Communication** » était imprimé à Saint-Mihiel ... De nombreux achats communaux étaient effectués à

l'extérieur d'Etain. **Des commerçants stajnois étaient interdits d'achats par la ville ...**

Il convient de rappeler qu'aujourd'hui, et depuis 1995, la municipalité achète à Etain tout ce qu'elle y trouve, sauf ce qui relève des marchés publics obligatoires.

Depuis 1995, des emplois créés et malheureusement des emplois perdus

En 1996 : la ville a soutenu Vitherm et permis la création de 25 emplois supplémentaires aujourd'hui perdus du fait de la crise et de la concurrence.

En 1996 : aide à l'installation de Klépal fabrique de matelas (20 emplois en 2000) et de sommiers aujourd'hui reprise par Kramer.

En 1998, négociations efficaces du Maire avec EMC2 pour la vente à Klépal du bâtiment Sidac (5000 m²) construit en 1973 et jamais utilisé. Interventions du Maire auprès du Conseil Général et du Conseil Régional afin d'obtenir des aides à la réhabilitation de ce bâtiment.

En 1996 : aide à l'installation d'ETN par la vente d'un bâtiment communal à cette entreprise : 25 emplois créés et aujourd'hui disparus.

En 1995, nous avons 25 emplois chez Reichhold Dainippon. Interventions du Maire à tous les niveaux : 50 emplois en 2000 et 75 ensuite. Nous sommes redescendus à une cinquantaine du fait de la crise. Il faut savoir que la production de résine a baissé d'un quart depuis 4 ou 5 ans du fait des incertitudes du marché et de la flambée des prix des matières premières fournies par les pétroliers.

En 2000, reprise de Serva racheté par la Codecom. Disparition et 14 emplois perdus en 2005.

GTT : la crise a redescendu les effectifs à 75 environ.

La Codecom est depuis sa création dotée de la compétence économique.

La Lettre du Pays d'Etain a régulièrement rendu compte des implantations réalisées. Je n'y reviens pas.

Nous avons sauvé BMD Emballages à bout de souffle grâce à un repreneur Care Packaging.

Nous avons implanté plusieurs petites unités sur la zone : dernièrement une menuiserie qui vient d'un canton voisin (3 emplois).

Depuis 2008 nous subissons une crise économique et sociale sans précédent aggravée par la crise financière. Celle-ci frappe durement les petites et moyennes entreprises, les collectivités et les familles. Tout le monde en convient. Il n'y a qu'AGIR pour refuser de reconnaître cette réalité.

Le chômage et la pauvreté ici comme partout

J'aborde régulièrement ces questions.

La France compte 8,5 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Tout se tient : pouvoir d'achat insuffisant pour relancer la croissance ; inégalités criantes et de plus en plus grandes ; cadeaux fiscaux aux plus puissants ; suppression de services publics nationaux utiles à la population et suppression de postes dans les écoles, la santé, la gendarmerie, la justice ...

Que disent les statistiques officielles ?

« En Meuse, 8800 personnes perçoivent des minimaux sociaux. 2,8 % des retraités sont sous le minimum vieillesse. Les territoires les plus pauvres du Nord Meusien sont les cantons de Dun, Montfaucon et Damvillers. Ce sont les agglomérations de Bar-le-Duc, Verdun, Commercy et Stenay qui ont la proportion la plus importante de personnes vivant sous le seuil de bas revenus. Verdun connaît le taux le plus élevé de la Meuse. A Etain, ce n'est pas satisfaisant mais c'est plutôt moins mauvais qu'ailleurs ...

Le chômage a augmenté à Etain comme ailleurs

Que dit l'Est-Républicain du 8 février 2012 : « Sombre record du chômage en Lorraine. Niveau historique atteint en 2011. Chômage des jeunes + 35.2% depuis 2008; celui des seniors + 86.4% dans le même temps ».

Le bilan de l'Etat est catastrophique.

AGIR a encore trouvé un bouc émissaire. Son fond de commerce ? Ni la financiarisation de l'économie, ni la crise sociale, ni les injustices, ni les inégalités... les citoyens se laisseront-ils enfumer ?

« **Mon intérêt à l'égard des plus faibles** ? ». Je rappelle à Monsieur DHYVERT que les Restos du Cœur ont été créés en 1996 par mon équipe avec Paul KRUGLER et Ginette LOISELIER. Pourquoi, Monsieur, ne les avez-vous pas créés entre 1989 et 1995 ? Pourquoi ?

Jean PICART

LES MUNICIPALES EN LIGNE DE MIRE... (ou LA VERITE SI JE MENS sans faute d'orthographe)

Je fais partie des 45 délégués (sur 47 votants soit 2 abstentions) de la Communauté de Communes qui ont voté pour l'implantation du supermarché Match. Je l'ai fait surtout en tant que **CONSOMMATEUR**.

Je fais également partie de ceux qui travaillent à l'extérieur (Longuyon), ma compagne sur Verdun et nous faisons l'essentiel de nos courses à Leclerc Conflans (cherchez l'erreur) où nous rencontrons beaucoup de retraités stainois qui ne travaillent donc plus à l'extérieur !

Cet argument de travail extérieur ne tient pas debout. Je connais d'autres personnes qui travaillent à Verdun et vont faire leurs courses à Metz !

Avec Match, les Consommateurs aurons encore la liberté d'aller ailleurs...

Encore une fausse polémique, au lieu de se serrer les coudes.

M. D. (AGIR), les Municipales sont dans 2 ans. Je sais que vous récupérez chaque sujet pour faire de l'anti-Picart, histoire d'occuper le terrain.

Mais, avec quels diplômes, quelles compétences dans le domaine économique, osez vous donner des leçons ? Vous avez été uniquement adjoint aux Associations. La Codecom s'appuie sur des employés diplômés expérimentés et elle est en phase avec la Chambre de commerce.

De plus, vous n'assistez pas aux réunions de la commission de développement économique (j'en fais partie) où parfois le débat est animé mais toujours constructif.

Les **économistes professionnels** affirment tous que pour attirer des enseignes de bricolage, jardinerie, etc., il faut un important magasin alimentaire. D'ailleurs, c'est toujours la première question de ces enseignes. Cela a été démontré avec Cora et la zone du Dragon, avec Leclerc et la zone de Conflans, avec Intermarché et la zone qui se développe à Longuyon.

La réalisation de la ZAC a été décidée dès 2001 par MM. Mutelet et Falque, président et vice-président à l'époque et surtout par tous les délégués de la codecom ; donc bien avant que M. Picart soit élu Président de la Codecom en 2008 !

Dès le départ, il avait clairement annoncé qu'une grande enseigne devait être implantée.

Les gérants d'Intermarché le savaient puisqu'une proposition de transfert sur la ZAC leur a été faite.

Une nouvelle enseigne permettra de ramener quelques clients stainois, d'en capter un peu de nouveaux, voisins de notre canton, qui pourront aussi bien descendre en ville compléter leurs achats en pharmacie, en librairie, en fleurs, en pâtisseries... voire se faire une coupe de cheveux ou un devis par un artisan...

Vous prônez plutôt l'implantation d'un magasin de bricolage, mais il en existe un, et un magasin hard-discount mais il en existe aussi déjà un. Soyez un peu cohérent.

L'intérêt général est celui des consommateurs en leur offrant un nouveau choix pour acheter et donc d'autres produits.

La base de tout c'est l'emploi, on est d'accord. La Codecom s'y emploie en aidant, par exemples, à l'installation de Care Packaging, au développement de Kramer, au maintien de Petitcollin, en réhabilitant des locaux ensuite loués à des petits industriels... Mais si c'était si facile de créer des emplois, il y en aurait tous les jours ! On le voit bien actuellement avec les plans sociaux en France et surtout en Meuse !

CONSOMMATEURS, soutenons le projet d'installation de Match, conservons notre liberté d'aller acheter où nous le souhaitons. Nous ne voulons absolument pas détruire Intermarché et 8 à Huit. Ne nous laissons pas embobiner par une campagne électorale avant l'heure.

Thierry Minarie, Adjoint au Maire depuis 2002 et membre du Bureau de la Codecom

Témoignage

Un chef d'entreprise d'Etain s'est adressé au Maire, peu après les élections municipales de 2008.

Voici ce qu'il écrivait : « Je vous présente mes plus sincères félicitations après votre réélection avec une forte majorité (71 % des voix NDLR). Cela prouve que le résultat du travail accompli est favorable et **que rien ne sert de dénigrer sans propositions concrètes les personnes qui ont accompli un travail reconnu** et l'on ne peut que s'en féliciter ».

« J'espère que cette mandature se traduira par le développement économique ». C'était juste avant l'aggravation de la crise de la fin 2008...

Vœu d'urgence de Jean PICART Au Conseil Général (9.02.2012) sur les suppressions de postes et de classes dans l'enseignement

Nous sommes, à notre niveau, concernés par les 803 suppressions de postes et de classes dans les établissements d'enseignement Lorrains.

Rien que pour notre département, c'est une quarantaine de postes supprimés dès septembre, dans nos écoles élémentaires et maternelles.

Nous sommes victimes du dogme de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Les effectifs vont s'alourdir dans les classes.

Nous souhaitons intervenir pour enrayer cette machine infernale contraire à la ruralité et aux besoins éducatifs.

Nous connaissons les conséquences de cette politique. Elles entraîneront des suppressions de même ampleur en 2013, puis en 2014 : l'objectif clairement affirmé par le gouvernement est d'atteindre 28 élèves par classe en élémentaire et 31 en maternelle. Et puis, nous savons bien également que pour rétablir ultérieurement une classe, c'est toujours plus difficile que pour en supprimer une.

Nous n'admettons pas cette politique régressive tant pour l'éducation nationale que pour les services publics en cours de démolition.

C'est pourquoi, nous souhaitons vivement que l'Assemblée Départementale réagisse, d'autant que les communes et intercommunalités ainsi que le Conseil Général ont beaucoup investi afin d'améliorer les structures d'accueil de nos élèves. Le Gouvernement doit absolument revoir sa copie.

Ce vœu est presque un copié collé de celui de l'an dernier. Vous devez le comprendre, mes chers collègues : les mêmes causes nationales produisent les mêmes effets sur le terrain ...

Ici à Etain, deux postes étaient menacés de suppression, l'un au primaire et l'autre en maternelle. Jean PICART, présent au CDEN, **a obtenu le maintien du poste menacé à l'école élémentaire. Ca, c'est du concret.**

Quelques précisions avec un regard serein sur les actions municipales depuis 1995 à ETAIN

A Etain, les mandats municipaux précédant 1995 n'étaient guère appréciés de la population.

La preuve, à partir de ce moment là, les Stainois ont fait largement confiance à l'équipe de Jean Picart pour son sérieux et son engagement.

Engagement tenu qui a permis une réelle amélioration de la ville d'Etain à tous les niveaux : scolaire, associatif, social, rénovation urbaine, assainissement, information, accueil et dialogue avec les habitants...

De l'avis général, **il fait bon vivre à Etain**, et la population augmente.

Nous tenons à redire que dès 1995, afin de redynamiser et donner un soutien financier plus conséquent aux associations locales, le Maire et tous les Adjointes ont volontairement diminué leurs indemnités légales de 40%. La différence a été reversée à l'ensemble du monde associatif stainois.

Notre équipe a développé l'emploi et les contacts étaient excellents avec les chefs d'entreprises. Nous avons créé les Restos du Coeur.

Jamais « l'orgueil n'a primé sur l'intérêt général ».

Aucune campagne de dénigrement ne pourra entamer ces acquis.

Paul KRUGLER, 1^{er} Adjoint 1995-2008

Ginette LOISELIER, 2^{ème} Adjoint 1995-2008

A propos de la Maison de Retraite Lataye

Depuis trois ans, de nombreuses réunions de travail ont été organisées avec le Conseil Général, l'Agence Régionale de Santé, l'architecte, le Directeur et moi-même. Objectif : extension avec création de 16 lits Alzheimer et réhabilitation de l'existant avec 49 lits (Etain Informations novembre 2009).

Il faut rappeler l'existence d'un plan gérontologique adopté en décembre 2008, pour la période 2009-2013, qui se traduit par le maintien de notre maison de retraite sans lit supplémentaire. Trois réunions ont été organisées par le Maire, voici deux ans avec un groupe privé qui aurait eu pour conséquence de faire flamber le prix de journée. Le Conseil Général et l'ARS s'y sont opposés. Le groupe privé à l'époque avait conclu les entretiens en affirmant : **« le projet privé n'est pas viable si on reste à 75 lits ».**